



HAL
open science

La révolution ne sera plus télévisée

Thierry Vedel

► **To cite this version:**

Thierry Vedel. La révolution ne sera plus télévisée: Internet, information et démocratie. Pouvoirs - Revue française d'études constitutionnelles et politiques, 2006, 4 (119), pp.41-54. 10.3917/pouv.119.0041 . hal-03156729

HAL Id: hal-03156729

<https://sciencespo.hal.science/hal-03156729>

Submitted on 2 Mar 2021

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

THIERRY VEDEL

LA RÉVOLUTION NE SERA PLUS TÉLÉVISÉE. INTERNET, INFORMATION ET DÉMOCRATIE

INTRODUCTION : L'INTERNET, UNE RÉPONSE AUX
DÉRIVES MÉDIATIQUES DU POLITIQUE ?

En France, comme dans toutes les démocraties occidentales, les grands médias¹ jouent aujourd'hui un rôle essentiel dans le fonctionnement des systèmes politiques. Ils sont d'abord la première source d'information politique – et souvent même la seule – d'un grand nombre de citoyens : chaque jour, 75 % des Français regardent un journal télévisé et 40 % lisent un quotidien. Les médias ont également marginalisé le Parlement et les réunions publiques et sont devenus depuis une quarantaine d'années le lieu principal du débat politique : c'est fréquemment par l'intermédiaire d'émissions de radio matinales ou par des tribunes publiées dans la presse écrite que les responsables politiques échangent des arguments et se répondent les uns aux autres ; et c'est sur les plateaux d'émissions de télévision qu'ils discutent de leurs projets devant les citoyens. De surcroît, ce sont encore les médias qui, en accordant de l'importance à tel ou tel sujet, ou au contraire en minimisant ou en excluant d'autres, inscrivent sur l'agenda politique certaines questions et définissent ainsi les thèmes autour desquels se structure le

1. Télévision, radio et presse écrite qu'on appellera aussi, dans la suite de cet article, médias

traditionnels ou grands médias, voire vieux médias, par opposition au nouveau média que pourrait constituer l'Internet.

débat public. Enfin, dans un contexte de déclin des grands partis de masse, les médias constituent le moyen le plus puissant et le moins coûteux par lequel les responsables politiques peuvent communiquer leur message aux citoyens.

Toutefois, bien qu'ils contribuent à élargir l'espace public, les médias sont souvent accusés de dégrader la qualité du débat démocratique. Trois grands types de critiques leur sont communément adressés². Ils propageraient d'abord une vision déformée de la société, par exemple en sous-représentant certains courants d'opinion ou en imposant des cadrages de la réalité biaisés. En deuxième lieu, ils obligeraient les personnalités politiques à se plier à leur logique de fonctionnement : le discours politique serait soumis à l'empire du temps court et de la petite phrase ; l'émotion serait préférée à l'argumentation ; la politique, dramatisée, personnalisée et esthétisée, deviendrait un spectacle. Enfin, les médias seraient peu attentifs aux véritables attentes et préoccupations des citoyens, considérés comme de simples consommateurs, passifs et incapables de co-produire l'information politique.

La réponse à ces dérives médiatiques, et à leurs effets négatifs sur la qualité du débat démocratique, a longtemps été de nature réglementaire. Notre pays s'est ainsi doté d'une législation destinée à garantir d'une part le pluralisme politique sur les chaînes de télévision, d'autre part la diversité des entreprises de communication en limitant leur concentration³.

Aujourd'hui, l'Internet semble fournir une nouvelle solution et nombreux sont ceux qui imaginent qu'il pourrait favoriser une communication politique authentique et réellement démocratique. Cette conviction tient à ce que l'Internet est perçu non pas comme un média de plus, mais comme un média radicalement différent des moyens de communication existants du fait de ses caractéristiques techniques singulières :

– sa capacité à stocker et à véhiculer à très bas coût d'immenses quantités de données permettrait d'éviter la sélection de l'information à laquelle sont contraints, faute d'espace ou de temps, les médias traditionnels. Ainsi, chacun, citoyen ou organisation politique, pourrait librement s'exprimer et communiquer au reste du monde ses opinions, analyses, ou visions ;

2. Pour un inventaire récent de ces critiques, voir, par exemple, Rémy Rieffel, *Que sont les médias ?*, Gallimard, 2005, chap. 4.

3. Loi du 30 septembre 1986 relative à la liberté de la communication.

– son architecture décentralisée, conduisant à distribuer le stockage des données sur plusieurs ordinateurs et autorisant l'accès au contenu d'un site par une multitude de routes, rendrait vaine toute velléité de contrôle des contenus qui circulent sur l'Internet;

– enfin, l'Internet est un réseau interactif qui permet aussi bien d'émettre que de recevoir. Non seulement chaque internaute pourrait construire lui-même son information, en cherchant grâce à des moteurs de recherche des sources nouvelles qui correspondent réellement à ses intérêts ou préoccupations; l'Internet serait aussi un prodigieux outil d'échanges entre citoyens et acteurs politiques.

Au total, l'Internet serait le ferment d'une démocratie électronique: il transformerait les internautes en citoyens éclairés, capables de s'engager dans d'authentiques discussions politiques et il instaurerait un dialogue direct, que rien ne parasite, entre gouvernants et gouvernés. Mais cette vision, encore très commune, d'une démocratie retrouvée grâce à la puissance de la technique correspond-elle aux pratiques et usages politiques de l'Internet que l'on peut observer depuis une dizaine d'années? C'est à cette interrogation que se propose de répondre cet article en s'appuyant sur les études et enquêtes réalisées depuis une quinzaine d'années sur le sujet en France ou dans le monde anglo-saxon⁴.

L'INTERNET

ET L'INFORMATION POLITIQUE DES CITOYENS

Aujourd'hui, des millions de sites Web sont disponibles, mais l'information des citoyens en est-elle pour autant améliorée?

On doit d'abord constater que l'Internet n'est pas complètement cet espace de libre expression que certains imaginaient. Ouvrir un site Web, sans être encore une opération tout à fait simple, est relativement aisé. Divers logiciels, hébergeurs ou sociétés spécialisées aident, pour des coûts modiques, le néophyte sur le plan technique. En revanche, faire vivre un site, en le nourrissant d'informations fraîches, en l'actualisant pour qu'il conserve sa pertinence, nécessite des ressources plus importantes. C'est une activité qui exige temps et savoir-faire, deux

4. Et dont on pourra trouver une analyse plus détaillée et plus étoffée dans Stephen Ward et Thierry Vedel, «The Potential of the Internet Revisited», *Parliamentary Affairs*, vol. 59, n° 2, avril 2006, p. 210-225.

éléments très inégalement partagés par l'ensemble des citoyens. Ce qui tend à sur-représenter certaines catégories de la population – les professions intellectuelles et les étudiants tout particulièrement –, tandis que les professions manuelles ou les employés sont très peu présents en tant que producteurs de sites. De la même façon, diverses enquêtes ont montré que les organisations politiques les plus riches ou les plus puissantes étaient les plus actives sur l'Internet, et que l'Internet n'égalisait pas l'accès au public contrairement aux attentes initiales.

Si la mise en forme de l'information est relativement coûteuse, sa collecte l'est encore plus. Une grande majorité de sites va donc retraiter des données produites par quelques sites. De fait, peu de sites d'information politique nouveaux, affranchis des médias déjà existants, ont réussi à émerger sur l'Internet. On peut néanmoins citer les collectifs *Indymédia* qui dans diverses villes de France et du monde se présentent comme des médias alternatifs, libres et indépendants⁵. Le premier site *Indymédia* a été créé en 1999 à Seattle afin de couvrir le sommet du G7 selon une perspective différente de celle des médias traditionnels. Les sites *Indymédia* s'appuient sur les contributions de volontaires qui proposent textes, images ou sons. Mais, en dehors de quelques occasions où de simples citoyens peuvent être sur le terrain et collecter eux-mêmes des informations, voire faire un travail d'investigation, ces sites ont tendance à publier soit des communiqués d'associations engagées dans des actions locales, soit et surtout des opinions sur l'actualité en cours.

On peut faire un constat analogue pour les blogs. Les blogs s'apparentent à des sites Web simplifiés permettant de publier de courts textes (appelés billets ou posts), la plupart du temps dans un ordre chronologique inversé et incluant généralement une fonction commentaires par laquelle chaque lecteur peut réagir au billet. Apparus en 2002, les blogs constituent désormais l'une des applications les plus populaires de l'Internet et leur nombre avoisinerait les 7 millions en France. Les blogs semblent démocratiser l'expression du public puisque, d'une part, ils n'exigent pratiquement aucune compétence informatique particulière – contrairement aux sites Web qui réclament une familiarité minimale avec le langage informatique html – et, d'autre part, ils peuvent être hébergés gratuitement sur les ordinateurs de diverses sociétés spécialisées. Une grande partie des blogs se présente

5. Voir par exemple celui de Paris : <<http://paris.indymedia.org/>>.

sous la forme de journaux plus ou moins intimes ; d'autres sont consacrés à l'intérêt particulier ou au hobby de leur auteur. Plus récemment, depuis 2004, des blogs consacrés à la politique sont apparus en France. Mais plutôt que d'être des sources d'information fraîche et inédite, les blogueurs sont essentiellement des commentateurs, parfois très avisés, de l'actualité telle qu'elle apparaît dans les médias traditionnels – on les qualifie d'ailleurs parfois de journalistes en pyjamas, pour souligner leur faible propension à aller sur le terrain. En cela, les blogueurs constituent une nouvelle espèce de leaders d'opinion au sens de Paul Lazarsfeld et Elihu Katz⁶. Ils se caractérisent par leur forte consommation des grands médias et sont sur-informés par rapport à la moyenne des citoyens ; ils relaient et discutent les informations provenant des grands médias auprès d'une communauté de lecteurs avec lesquels ils entretiennent, *via* des commentaires, des conversations (ce qui correspond au processus de communication à double étage décrit par Katz et Lazarsfeld) ; ils tirent enfin leur influence de ce qu'ils ressemblent à leurs lecteurs.

Parallèlement aux blogs politiques créés par des citoyens, certaines personnalités politiques ou certains élus ont également recours à cette forme de communication. Ces blogs remplissent des fonctions assez diverses. Ils peuvent résulter – surtout dans le cas d'élus locaux ou de personnalités politiques peu connues – de l'incapacité à accéder aux grands médias. Il peut s'agir, en jouant du caractère plutôt intimiste des blogs, de s'affranchir de la langue de bois qu'on reproche si souvent aux responsables politiques et d'humaniser son image – ce fut le cas du blog d'Alain Juppé, c'est le cas du blog de Julien Dray qui, visiblement, s'adresse à une cible jeune qu'il tutoie – ou alors d'affirmer sa modernité par le recours à une application technologique innovante. Dans tous les cas, les blogs affichent une volonté d'écoute des citoyens, d'instauration d'une relation plus directe avec ceux-ci. Toutefois, passé l'effet de nouveauté, il n'est pas sûr que ces blogs bouleversent radicalement les relations entre politiques et citoyens : à part leur ton plus familier, sont-ils très différents de la lettre d'information ou du magazine papier que nombre d'élus envoient à leurs électeurs ? Dénotent-ils une autre façon de penser la politique ou le monde ?

Un deuxième facteur qui fait que l'Internet n'améliore pas nécessairement l'information politique des citoyens tient à la difficulté de

6. Elihu Katz et Paul Lazarsfeld, *Personal Influence: The Part Played by People in the Flow of Mass Communications*, Glencoe (Ill.), Free Press, 1955.

localiser les sites susceptibles de fournir des approches différentes de l'actualité ou pertinents par rapport aux attentes des internautes. Pour être visité, un site doit au préalable être connu des internautes. Pour accéder aux sites, la plupart des internautes procèdent de trois façons: soit en effectuant une recherche sur un moteur de recherche, soit par l'intermédiaire d'un média traditionnel (un article dans un journal ou une émission de radio), soit en cliquant sur les liens proposés par un portail ou site Web. Dans tous les cas, sans que l'internaute en ait toujours conscience, il fait appel à un média, au sens de médiateur entre des sources d'information et lui. En particulier, un moteur de recherche n'est pas un outil neutre qui donnerait accès à l'ensemble des données disponibles sur la totalité de l'Internet. Un moteur de recherche sélectionne, trie et classe les sites pour les présenter en listes ordonnées. Les critères utilisés ne sont pas toujours explicites. Ainsi, *Google* classe les sites en fonction (notamment) de leur popularité, mesurée (notamment) par les liens pointant vers eux; mais il utilise également d'autres algorithmes que la société considère comme sa propriété et non publics. Même lorsqu'on passe par les liens proposés par un site indépendant, il est probable que l'on sera dirigé vers des sites d'une sensibilité ou d'une thématique proches. En d'autres termes, surfer sur Internet conduit très rarement à s'exposer à des informations totalement inédites et que l'on n'attendait pas. Cela favorise plutôt des cheminements informatifs « en tunnel », enfermant l'internaute dans un canal cognitif qui concentre son attention sur une petite portion des données (le bout du tunnel) et l'empêche de percevoir une grande masse de données (l'intérieur du tunnel).

Troisième limite à la contribution de l'Internet à l'information des citoyens: effectuer une recherche sur l'Internet et utiliser l'information que l'on y trouve exigent des compétences. Non seulement une maîtrise minimale de l'informatique, mais aussi et surtout des compétences cognitives. Il faut savoir manier la mécanique des mots clés, croiser de multiples sources, évaluer la pertinence et la qualité des sites qu'on rencontre en fonction d'indices ou d'éléments plus ou moins apparents, situer des contenus dans des contextes. Ces exigences sont d'autant plus considérables qu'on touche à des domaines complexes, comme la politique, où cohabitent des données et des sources de nature et d'origine très différentes: publications scientifiques, discours politiques, informations institutionnelles, opinions, rumeurs, etc.

Dans la pratique, on s'aperçoit que les internautes qui consultent les sites politiques ont un niveau d'études nettement plus élevé (voir

tableau 1), un intérêt pour la politique plus fort, et des connaissances politiques plus grandes que le reste des internautes et encore plus que l'ensemble de la population. Ainsi, l'Internet servirait surtout à améliorer l'information politique des citoyens les mieux informés sur la politique et serait peu utilisé par les citoyens qui savent peu de chose sur la politique. Ce processus cumulatif que nous avons constaté en France lors des élections régionales de mars 2004 rejoint les conclusions d'autres enquêtes menées aux États-Unis ou en Grande-Bretagne⁷.

Tableau 1. Le niveau d'études des internautes français ayant visité un site politique en mars 2004

	<i>Ensemble de la population française</i>	<i>Ensemble de la population internaute</i>	<i>Visiteurs de sites politiques parmi les internautes</i>
< Bac	57,6	21	15,6
Bac	14,7	17,2	13,0
Bac + 2	11,4	23,6	22,4
> Bac + 2	16,4	38,1	49,1

SOURCE: Enquête par sondage du CEVIPOF, effectuée en mars 2004 auprès d'un échantillon de 1 000 personnes représentatif de l'ensemble des internautes français.

INTERNET COMME LIEU D'UN DÉBAT POLITIQUE REVITALISÉ

Un autre attrait de l'Internet tient à ce qu'il permet une communication horizontale entre ses utilisateurs et donc qu'il semble en mesure de constituer un espace ouvert à un débat politique élargi, impliquant tous les citoyens et non pas seulement des spécialistes ou des citoyens choisis, comme dans les médias traditionnels.

Dans un premier temps, de la naissance du Web en 2002 environ, cet espoir d'un espace public revitalisé s'est cristallisé dans les forums de

7. Norris Pippa, *Digital Divide. Civic Engagement, Information Poverty and the Internet Worldwide*, Cambridge University Press, 2001.

discussion disponibles sur l'Internet qui présentent des contributions d'internautes sous la forme de panneaux de messages. Ces forums ont été souvent perçus à l'origine comme des lieux de liberté où chaque individu peut s'exprimer sans entrave et sur une base égalitaire et s'engager dans des discussions plus sincères en se débarrassant de ses rôles institutionnels ou de ses images sociales – notamment grâce à l'anonymat. Ces forums étaient volontiers imaginés comme transcendant les frontières géographiques, sociales, culturelles et mettant en contact des individus de condition différente, qui sans le réseau n'auraient pas eu la possibilité matérielle d'entrer en relation. On voyait également les forums de discussion comme des lieux générant du lien social et condensant des identités collectives qui ne pouvaient se former dans le monde réel.

Dans la pratique, les forums de discussion politique restent un phénomène limité – ils représentent une petite part des forums de discussion en général, qui eux-mêmes ne sont qu'une petite portion du trafic de l'Internet. Et, pour l'instant, ils n'ont pas modifié significativement les structures de l'espace public.

Des multiples enquêtes réalisées sur le sujet, on peut retenir les enseignements suivants. Les forums de discussion politique se caractérisent par une forte homogénéité idéologique: les internautes tendent à aller sur les forums qui confortent leurs opinions et où s'échangent des points de vue relativement similaires aux leurs. Une minorité de participants est à l'origine de l'essentiel des messages et la majorité des internautes lisent seulement les messages sans s'impliquer dans les discussions. Le fonctionnement des forums est fréquemment affecté par la présence d'éléments perturbateurs parfois très agressifs qui peuvent provoquer le silence, voire le retrait des autres participants. Enfin, les forums ne reflètent qu'imparfaitement l'ensemble des opinions qui peuvent exister dans la société et tendent à sur-représenter certaines catégories (personnes ayant beaucoup de temps, militants associatifs). Au total, les forums de discussion politique apparaissent avant tout comme des lieux où se développent des monologues interactifs plus que des lieux où sont mises en œuvre de véritables discussions délibératives, par la confrontation systématique aux points de vue adverses et l'argumentation⁸. Ils ont du mal à dépasser le stade de l'expression d'opinions pour

8. Voir, par exemple, Marc Dumoulin, « Les forums électroniques: délibératifs ou démocratiques? », in Denis Monière (éd.), *Internet et la Démocratie*, Québec, Monière et Wollank Éditeurs, 2002, p. 141-157.

construire une raison collective, ils sont extrêmement volatils. Butant sur les différences langagières, ils transcendent rarement les frontières sociales, géographiques ou cognitives.

Quant aux effets et fonctions politiques des forums, les enquêtes disponibles aboutissent à des conclusions assez contrastées. Certaines indiquent que les forums exacerbent l'individualisme et le repli sur des intérêts particuliers. Ils fragmenteraient davantage qu'ils ne dynamisent l'espace public. Pour d'autres études, les forums remplissent une fonction expressive, voire tribunitienne, indispensable à la cohésion des systèmes politiques et empêchant un complet détachement à l'égard des valeurs démocratiques. D'autres enfin soulignent que les forums font apparaître, au travers de pratiques d'échange d'expériences ou de formation mutuelle, des comportements altruistes qui, même s'ils procèdent aussi d'une recherche de gratifications personnelles, symboliques, voire psychologiques, sont constitutives d'un souci du bien commun.

Alors qu'il y a quelques années, la création d'un forum de discussion apparaissait comme une obligation pour tout acteur politique présent sur le Web, on constate aujourd'hui que cette fonctionnalité n'est plus nécessairement mise en œuvre, ou alors qu'elle est strictement encadrée: inscription préalable, présence de modérateurs filtrant les messages, règles précises limitant la production de messages.

Aujourd'hui ce sont les blogs qui sont perçus comme le moyen d'un débat citoyen. Le phénomène étant récent, on dispose d'encore peu d'enquêtes sur la nature des discussions qu'ils favorisent ou la sociologie de leurs participants. Dans leur principe, les blogs ne sont pas radicalement différents des forums de discussion et, comme ces derniers, il semble qu'ils se caractérisent par une forte homogénéité idéologique. Les internautes lisent et commentent les billets de blogueurs qui ont des idées politiques proches des leurs; les blogueurs référencent les liens de blogs qui partagent la même philosophie ou la même sensibilité que la leur. Ainsi, une étude réalisée par l'Université technologique de Compiègne lors de la campagne autour du référendum sur le traité constitutionnel européen en 2005 a montré que les sites et blogs en faveur du Oui se référençaient mutuellement mais proposaient très peu de liens vers les sites et blogs partisans du Non (et inversement)⁹.

9. Disponible sur: <<http://www.utc.fr/rtgi/index.php?rubrique=1&sousrubrique=0&study=constitution>>.

Toutefois, par rapport aux forums de discussion, les blogs font apparaître quelques tendances nouvelles. Ils sont nettement plus consultés que les forums et, en avril 2006, environ un internaute français sur trois déclarait avoir consulté un blog¹⁰. La signification de ce chiffre au regard du débat politique doit certes être relativisée dans la mesure où un grand nombre de blogs est produit et lu par des adolescents qui s'intéressent peu à la politique. Néanmoins, par leur simplicité et leur format, les blogs semblent plus attrayants que les forums de discussion. Ils semblent également favoriser des discussions, sinon un débat, plus construites dans la mesure où les rédacteurs de billets sont plus soucieux de la forme et plus attentifs aux réactions de leurs lecteurs. Les blogs constituent une forme nouvelle sur Internet, au croisement de la logique plutôt verticale des sites Web et de la logique horizontale des forums.

Les blogs seront-ils à même d'exercer un effet d'agenda, c'est-à-dire de définir de façon autonome les questions, ou du moins certaines d'entre elles, autour desquelles le débat politique se structure ? S'il est bien trop tôt pour le dire, on doit observer que les blogs jouent parfois un rôle important en examinant de façon critique certaines des informations présentées par les médias traditionnels. Ainsi, le 8 septembre 2004, dans les heures suivant la diffusion du magazine *60 minutes* sur CBS, au cours duquel Dan Rather avait fait état de documents mettant en cause la conduite de George Bush lors de la guerre du Vietnam, plusieurs blogs (dont *Little Green Football*¹¹ et *Power Line*¹²) ont établi que ces documents étaient des faux, obligeant la chaîne CBS à présenter ses excuses.

De leur côté, les médias traditionnels, et tout particulièrement les quotidiens et hebdomadaires d'information, portent un intérêt grandissant aux blogs. Dans certains cas, les blogs peuvent constituer une ressource permettant d'alimenter les médias en matériau éditorial : ainsi, lors du cyclone Katrina en septembre 2005, la chaîne CNN a ouvert une rubrique intitulée « *Journalist Citizen* » pour héberger témoignages et photos sur l'événement. Confrontés à une baisse de leur diffusion papier, certains quotidiens de la presse écrite expérimentent la formule des blogs comme une nouvelle forme d'écriture susceptible d'attirer de nouveaux lecteurs ou bien pour fidéliser leurs lecteurs habituels par des compléments d'information, une approche

10. Source : Médiamétrie.

11. <<http://www.littlegreenfootballs.com/weblog/>>.

12. <<http://www.powerlineblog.com/>>.

plus diversifiée de l'actualité ou une relation plus étroite avec les journalistes.

LES RELATIONS ENTRE PARTIS ET CITOYENS : NET-CAMPAGNES ET E-MILITANTS

Peut-on enfin penser que l'Internet va modifier les relations entre partis politiques et citoyens, notamment lors des campagnes électorales ?

En 2003-2004, l'Internet a joué un rôle significatif lors des primaires pour l'élection présidentielle américaine qui ont vu l'émergence d'un candidat inattendu, Howard Dean, dont la campagne s'est largement appuyée sur l'Internet¹³. Jouant de la perte de confiance des électeurs démocrates envers les grands médias télévisés, cette campagne a comporté plusieurs innovations en matière de communication électorale. Alors qu'Howard Dean ne disposait pas du soutien de l'appareil démocrate, l'Internet a été utilisé pour créer des comités locaux de soutien. Plus précisément, c'est un site déjà existant, *Meet-Up*, qui permet aux internautes d'identifier et de rencontrer sur leur lieu de résidence des personnes partageant le même intérêt, qui a été mis à profit. Par la suite, l'Internet a permis à Howard Dean de mobiliser ces comités et supporters grâce à l'organisation de plusieurs consultations en ligne à des moments clés de la campagne. Ainsi, la décision de ne pas faire appel aux financements publics pour la campagne a été décidée après un référendum sur l'Internet au cours duquel 700 000 personnes se sont exprimées. L'Internet a encore servi à des opérations de collecte de fonds, la nouveauté résidant dans l'utilisation de la quasi-instantanéité et de la souplesse de l'Internet pour organiser ces opérations très rapidement et en les associant à des événements de l'actualité. Ainsi, lorsque les médias ont annoncé que le candidat républicain à la vice-présidence organisait un dîner payant pour financer sa campagne, l'équipe de Dean a conçu très rapidement un « *Cheney Challenge* », l'enjeu pour les supporters de Dean consistant à donner plus d'argent que ceux de Cheney.

Assisterons-nous en France, lors des campagnes pour l'élection présidentielle de 2007, à de pareilles innovations ? Par certains côtés, la

13. Cette campagne a été en partie conçue par l'un de ses conseillers, Joe Trippi, qui l'a ensuite théorisée dans un ouvrage auquel on a emprunté le titre de cet article : *The Revolution Will not Be Televised: Democracy, the Internet, and the Overthrow of Everything*, New York, Harper Collins, 2005.

campagne de Ségolène Royal suit la voie tracée par Howard Dean. Ne disposant pas encore du soutien du Parti socialiste, elle s'efforce de constituer un réseau de supporteurs en favorisant la création de comités locaux à partir de son blog *Désirs d'avenir*¹⁴. D'autre part – dans un premier temps au moins –, elle a appelé les électeurs à contribuer par l'intermédiaire de ce blog à l'élaboration de son programme, cette utilisation pionnière de l'Internet politique lui permettant d'affirmer tout à la fois son attachement à la démocratie participative, sa modernité et son originalité – et accessoirement d'obtenir une attention encore plus grande de la part des médias traditionnels. Les autres candidats potentiels du Parti socialiste ont également créé des blogs, plus ou moins ouverts aux commentaires et contributions.

De son côté l'UMP, autour d'un blog dit amiral, *Le Blog de la France d'après*¹⁵, qui publie des billets des responsables du parti et affirme une volonté de dialogue avec l'ensemble des Français pour connaître leurs avis et réactions, a créé une plate-forme permettant à ses supporteurs de créer leurs propres blogs.

Plus généralement, on peut se demander si l'Internet n'accompagne pas (plus qu'il ne génère) une mutation structurelle des formes de la participation politique. De nombreux citoyens n'adhèrent plus à la conception du militantisme qui prévalait dans les années 1960 et 1970. Ils privilégient des formes d'activisme qui se caractérisent par une approche plus pragmatique et concrète de l'engagement, le refus de structures hiérarchisées et institutionnalisées, et enfin par une implication personnelle flexible et limitée, par opposition avec l'engagement idéologique, permanent et organisé, voire sacrificiel, que l'adhésion à un parti représentait traditionnellement¹⁶. L'Internet fournit un outil particulièrement adapté à ce nouveau type d'engagement, flexible et limité : il permet de rejoindre (ou de quitter) une action politique très rapidement en diminuant très fortement les coûts (déplacements, temps nécessaire à la coordination, etc.) qui sont y attachés. Plus besoin d'assister à des réunions nocturnes interminables, on peut débattre des stratégies depuis chez soi, tout comme on peut signer des pétitions en ligne ou s'impliquer dans une action concernant un endroit situé à l'autre bout de la planète, où l'on n'a jamais mis les pieds.

14. <<http://www.desirdavenir.org/index.php>>.

15. <<http://blog-ump.typepad.fr/blog/>>.

16. Sur l'évolution du militantisme et des conceptions de l'engagement politique, voir Jacques Ion, *La Fin des militants ?*, L'Atelier, 1997.

Depuis peu, les partis politiques français s'efforcent de répondre à cette nouvelle attente et proposent des adhésions en ligne. L'UMP aussi bien que le PS auraient ainsi recruté plusieurs dizaines de milliers de nouveaux membres en utilisant l'Internet. Toute la question est de savoir comment vont s'articuler activisme en ligne et activisme dans le monde réel et les incidences qu'aura sur le fonctionnement interne et l'activité programmatique des partis l'existence de différentes catégories de militants.

CONCLUSION : STATU-QUO, ACCENTUATION DES INÉGALITÉS OU RÉVOLUTION ?

Pour rendre compte de façon globale des effets politiques de l'Internet, deux thèses ont été fréquemment proposées.

La première, formulée notamment par des chercheurs comme Margolis et Resnick, considère que l'Internet tend à répliquer sur un support électronique les pratiques politiques existantes sans en modifier véritablement la nature. C'est la thèse du « *politics as usual* » selon laquelle l'Internet s'intègre dans les systèmes politiques, mais sans que cela change profondément leurs structures et *modus operandi*¹⁷. Il affecterait surtout la forme de la communication politique davantage que son contenu. Comme on l'a vu, les pratiques politiques actuelles de l'Internet relèvent bien pour une part de cette interprétation : envoyer aux électeurs un mail au lieu d'une profession de foi par la poste ne change pas fondamentalement la relation entre candidats et électeurs ; de la même façon, on peut considérer que les conversations que les blogs favorisent sont en partie une migration sur le support Internet des conversations qui avaient lieu en famille ou entre amis ou collègues.

La deuxième thèse considère que l'Internet ne réduit pas les inégalités politiques qui existent dans la société et tend même à renforcer les pouvoirs établis. Comme on l'a vu, divers signes attestent de la justesse partielle de cette analyse : l'Internet contribue à une plus grande information politique des citoyens les plus informés sans améliorer celle des citoyens peu informés ; les stratégies qui peuvent être déployées sur l'Internet dépendent souvent des ressources dont on dispose dans le monde réel, et les acteurs – comme les médias traditionnels – qui ont le

17. Margolis Michael et David Resnick, *Politics as Usual: The Cyberspace « Revolution »*, Thousand Oaks (Cal.), Sage, 2000.

savoir-faire en matière de collecte, d'assemblage et de mise en forme de l'information ont de grandes chances de jouer un rôle important sur l'Internet (pourvu qu'ils sachent accomplir certaines adaptations nécessaires).

En dépit de leur validité au moins partielle, ces deux interprétations semblent néanmoins trop pessimistes. Nous sommes dans une phase de découverte et d'apprentissage de l'Internet dont nous ne connaissons pas encore toutes les fonctionnalités. L'Internet n'est pas stabilisé et toutes ses possibilités n'en ont pas été explorées. Dire que l'Internet ne bouleversera pas la politique, ce serait comme si, au début des années 1960, nous avions dit que la télévision serait sans incidence politique. L'Internet aura bien des effets sur le système politique et les modes d'information. Mais ceux-ci seront lents – et se déploieront sur une génération –, différenciés – des espaces d'innovation cohabiteront avec d'autres qui ne feront que répliquer le monde réel – et contradictoires – ainsi l'Internet peut très bien en même temps accentuer la centralisation et la décentralisation des organisations politiques.